



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.191/IPC/4
31 mai 2000

Original : FRANÇAIS

Comité préparatoire intergouvernemental
de la troisième Conférence des Nations Unies
sur les pays les moins avancés
Première session
New York, 24 juillet 2000
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT DE LA RÉUNION PRÉPARATOIRE D'EXPERTS
POUR LES PMA AFRICAINS FRANCOPHONES**

**Niamey (Niger)
18-20 avril 2000**

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 52/187 du 18 décembre 1997, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de convoquer la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA en 2001, avec le mandat suivant :

- i) Évaluer au niveau des pays les résultats du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;
- ii) Analyser la mise en œuvre des mesures internationales d'appui qui avaient été envisagées dans le programme d'action, notamment dans les domaines de l'aide publique au développement, de la dette, des investissements et des échanges;
- iii) Examiner la possibilité de formuler et d'adopter, aux niveaux national et international, des politiques et des mesures appropriées en vue d'un développement durable des pays les moins avancés et de leur intégration progressive à l'économie mondiale.

2. L'Assemblée générale a accepté l'offre faite par l'Union européenne d'accueillir cette conférence à Bruxelles, du 14 au 20 mai 2001. Par ailleurs, elle a décidé d'établir un comité préparatoire intergouvernemental et de convoquer trois réunions régionales préparatoires d'experts, une pour les PMA anglophones d'Afrique, une pour les PMA d'Asie et du Pacifique, et une pour les PMA francophones. La première réunion du Comité intergouvernemental préparatoire se tiendra à New York en juillet 2000. La présente réunion pour les PMA francophones a eu lieu à Niamey (Niger) du 18 au 20 avril 2000. Elle avait pour objectif principal d'évaluer la mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays francophones les moins avancés, et de faciliter le processus préparatoire au niveau des pays, tout en permettant des entretiens de nature à faciliter l'établissement de l'ordre du jour de la Conférence. La réunion des experts des PMA francophones avait à sa disposition des études du secrétariat de la CNUCED sur les thèmes suivants :

- i) Financement du développement dans les PMA;
- ii) Questions commerciales, accès aux marchés et capacités d'offre dans les PMA;
- iii) Services sociaux dans les PMA;
- iv) Gouvernance, stabilité et développement national intégré dans les PMA.

Par ailleurs, des lignes directrices pour la préparation des programmes nationaux d'action pour le développement ont été communiquées aux experts.

II. ORGANISATION DE LA RÉUNION

3. L'ordre du jour de la réunion figure à l'annexe I. Ont participé à la réunion 38 experts de 14 PMA, 6 d'organismes des Nations Unies, 1 de l'UOMEA, 2 de la Communauté européenne et 2 d'institutions spécialisées. La liste des participants est jointe en annexe II.

III. SÉANCE D'OUVERTURE

4. La réunion s'est ouverte par l'allocution de Mme Anna Kajumulo Tibaijuka, Secrétaire exécutive de la Conférence, qui a énuméré les objectifs de l'atelier :

- i) Fournir un cadre de réflexion aux responsables nationaux chargés de préparer ou de coordonner la préparation des programmes nationaux d'action à présenter à la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA;
- ii) Permettre aux organisateurs de la Conférence de recueillir les points de vue des experts sur des sujets qui feront l'objet, de la part de la communauté internationale, d'une attention particulière lors de la Conférence.

5. M. Steven Ursino, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, voyait dans cette réunion un des nombreux signes du retour du Niger sur la scène internationale, à la suite d'une restauration de la démocratie. Il a rappelé l'objectif, fixé par le Secrétaire général de l'ONU, de réduire de moitié la proportion de la population mondiale vivant en état de pauvreté d'ici 2015, sur la base d'engagements demandés aux pays les moins avancés eux-mêmes et aux chefs d'État ou de gouvernement des pays riches.

6. M. Francisco Granell, représentant de la Commission européenne, a rappelé que l'Union européenne coopérait pleinement à cette réunion et à tout le processus de préparation de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA, qui aurait lieu au siège du Parlement européen à Bruxelles.

7. M. Seffou Dine Akandé, représentant de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, a mis l'accent sur le développement humain et la réduction de la pauvreté, ainsi que sur la nécessité d'accroître l'aide publique au développement et d'encourager les investissements étrangers directs en faveur des PMA.

8. M. Alain Faustin Bocco, représentant de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, a souligné la contribution substantielle de la politique commerciale communautaire ouest-africaine au processus d'ouverture des économies de la sous-région au marché international.

9. M. Seini Oumarou, Ministre du commerce et de l'industrie du Niger, s'est félicité de la tenue de cette réunion préparatoire. Il s'est réjoui du choix de son pays qui témoigne de la crédibilité internationale retrouvée du Niger, et a déclaré ouverts les travaux de cette réunion, à laquelle il a souhaité un plein succès.

IV. SÉANCES DE TRAVAIL

10. La réunion a élu M. Najim Elhadj Mohamed (Niger) président et M. Damien Eklu-Natey (Togo) rapporteur.

11. La première séance de travail a commencé par l'exposé du secrétariat de la CNUCED sur le bilan du Programme d'action pour les années 90 en faveur des PMA et sur une stratégie possible pour la nouvelle décennie.

12. L'objectif majeur du Programme d'action des années 90 avait été d'empêcher la situation économique des PMA de se dégrader davantage, de relancer et d'accélérer leur développement et de les orienter ainsi vers une croissance et un développement durables. En examinant le bilan de ce programme, on constate une détérioration continue des principaux indicateurs économiques, associée à une diminution brutale de l'APD allouée aux PMA. Les deux intervenants du secrétariat ont proposé quelques éléments d'une stratégie pour la prochaine décennie :

- Prendre en considération la diversité des PMA en élaborant des programmes d'action nationaux;
- Associer étroitement tous les acteurs économiques concernés par ce processus : en particulier, le secteur privé et la société civile dans les PMA et les bailleurs de fonds;
- Prévoir un cadre intégré de coordination de la mise en œuvre de ce que seront les résultats de la Conférence;
- Mettre en œuvre des mesures internationales d'appui aux efforts des PMA pour renforcer leurs capacités de production et leur développement humain, afin de remédier à leurs faiblesses structurelles, notamment pour renforcer leur compétitivité dans le contexte de la mondialisation.

13. Le secrétariat a souligné les mérites de l'évolution récente des critères définis par le Comité des politiques du développement des Nations Unies (revenu par habitant, qualité de vie, vulnérabilité économique) et a invité les experts à se référer à cette méthodologie dans leur analyse de la situation socioéconomique nationale.

14. Le secrétariat a ensuite présenté les "orientations pour l'établissement du programme national d'action pour le développement". Il a été constaté que, dans de nombreux PMA, il existait déjà des documents de base nécessaires à l'établissement d'un programme national. Il faudra néanmoins consolider l'information contenue dans ces documents en fonction des orientations et de la période de dix ans à couvrir. Les stratégies de réduction de la pauvreté en préparation ou en cours d'exécution dans plusieurs PMA, ainsi que les documents des tables rondes (PNUD) et groupes consultatifs (Banque mondiale) sont de bons exemples des documents existants.

15. Les participants ont noté que les délégués de l'Union européenne et les représentants résidents du PNUD dans les PMA avaient été invités par leurs gouvernements et leurs sièges respectifs à faciliter l'élaboration des programmes d'action au niveau national.

16. Le secrétariat a enfin demandé aux participants de faire le point sur le processus de préparation des programmes d'action nationaux.

Financement du développement dans les pays les moins avancés

17. Un exposé spécial sur cette question, présenté par un consultant, a été suivi de débats. Le document de référence indique que, pendant l'année 1997, l'épargne intérieure dans les PMA a été inférieure à la moitié de la moyenne enregistrée pour la totalité de l'Afrique subsaharienne.

Cela dénote une faible propension à l'épargne. La mobilisation des ressources dans les PMA, selon le rapport, est entravée par trois séries de contraintes interdépendantes : la faiblesse de l'épargne, le manque d'institutions d'intermédiation financière, et la décapitalisation.

18. Le rapport en déduit qu'à court et moyen terme, le financement extérieur continuera d'être le pivot du développement des PMA. Un élément important de la nouvelle stratégie en faveur des PMA sera la recherche d'une plus grande synergie entre l'APD et les fonds privés.

19. Le document et l'exposé ont été vivement appréciés car ils ont présenté des analyses utiles des problèmes de financement du développement dans les PMA africains. Ils ont mis en lumière des questions fondamentales concernant les liens entre les stratégies de développement et les mécanismes de financement utilisés.

20. Les débats ont porté sur les trois principales sources de financement du développement :

- la mobilisation de l'épargne nationale
- les flux d'aide publique au développement
- le capital privé étranger.

21. Sur la question de la mobilisation de l'épargne nationale, il a été suggéré de faire un usage accru des possibilités offertes par les mutuelles de crédit et les institutions de financement décentralisé, afin de desservir les zones où la thésaurisation est encore très ancrée dans les mœurs, et où il serait bon de diffuser la pratique de l'épargne dans toutes les couches de la population. Il a également été suggéré de retenir l'exemple de la diaspora malienne pour encourager les transferts de fonds des expatriés vers leurs pays d'origine. Par ailleurs, une approche régionale de la mobilisation de l'épargne, à l'exemple de la SADEC, a été préconisée. D'autre part, la politique de financement public des travaux à forte intensité de main-d'œuvre peut favoriser la propension des ménages à l'épargne. L'élargissement de la base d'imposition et une gestion plus saine des finances publiques sont aussi de nature à accroître l'épargne publique.

22. Enfin, la recherche de solutions (même régionales) au phénomène de fuite massive de capitaux a été citée comme pouvant favoriser les investissements dans les PMA. Sur le plan régional, une participation accrue des PMA au marché des capitaux pourrait être un moyen important de mobilisation des ressources pour l'investissement.

23. S'agissant des flux d'aide publique au développement, l'assouplissement de la conditionnalité, notamment en matière de financement de l'infrastructure économique et sociale, est vivement souhaité. Il est également suggéré d'assouplir les procédures de décaissement des crédits. L'accroissement des flux d'aide publique au développement, notamment pour l'amélioration de l'infrastructure économique, a une influence directe sur la capacité de mobilisation des ressources intérieures et l'arrivée de capitaux étrangers.

24. La coordination et l'harmonisation des contributions des différents bailleurs de fonds ont été préconisées comme étant d'importants facteurs d'une aide efficace.

25. L'importance de l'allégement ou de la reconversion de la dette a été rappelée, tant pour soulager les budgets des États que pour favoriser les investissements.

26. L'importance d'instaurer un environnement national et international favorable aux investissements étrangers a été soulignée.

Commerce international et capacités d'offre

27. Les experts ont observé que le thème de cette session associait deux sujets distincts qui auraient mérité d'être examinés séparément : les questions relatives au commerce international d'une part, qui comportent un grand nombre de facteurs extérieurs, et les problèmes de capacité de production et d'offre d'autre part, qui se rapportent principalement à des facteurs internes, liés notamment au développement des ressources humaines. Les débats ont cependant contribué à intégrer ces deux sphères d'activité, entre lesquelles les experts ont trouvé des liens étroits. Les aspects ci-après ont fait l'objet d'une attention particulière :

a) La marginalisation des PMA

28. La présentation préalable au débat a mis en lumière l'importance du commerce extérieur en tant que moteur du développement des PMA, mais elle a aussi souligné la marginalisation des PMA par rapport à l'expansion du commerce mondial. Alors que les PMA représentaient 13 % de la population mondiale en 1997, leur part dans les exportations et les importations mondiales n'était que de 0,4 % et 0,6 %, respectivement, la même année.

b) Le problème de la dépendance commerciale extérieure

29. Les experts ont largement débattu de la question de la dépendance extérieure dans laquelle se trouvent la plupart des PMA, du fait de leur forte concentration économique dans des secteurs qui sont souvent fortement exposés à des chocs extérieurs. En évoquant ces derniers, les experts ont notamment déploré la sécheresse comme facteur d'instabilité de la production agricole, et les fluctuations des cours internationaux de plusieurs produits de base, qui se traduisent par une forte instabilité des recettes d'exportation des PMA. Les experts ont noté que parmi les 20 pays en développement qui avaient subi, au cours des 20 dernières années, la plus forte instabilité des exportations de biens et de services, 15 étaient des PMA pour lesquels l'instabilité des prix internationaux avait été un facteur très déstabilisant. Outre celle des prix, il est des facteurs d'instabilité qui sont liés à l'évolution de la demande internationale. De nombreux PMA subissent en particulier une érosion des préférences commerciales dont ils ont bénéficié, parfois de longue date, et qui ont constitué un facteur d'avantages compétitifs sans favoriser nécessairement un renforcement de leurs capacités productives et de leur compétitivité à long terme.

30. La réunion a été, pour les participants, une occasion de noter l'évolution méthodologique qu'a récemment subie la définition des PMA par les Nations Unies, avec notamment la substitution à l'ancien indice composite de diversification économique d'un indice composite de vulnérabilité économique, dont deux composantes mesurent l'instabilité économique subie par les pays du fait de chocs extérieurs. La dépendance extérieure, qui est généralement illustrée par des indicateurs d'ouverture de l'économie, peut constituer un contexte de forte exposition à des chocs extérieurs. Dans 19 des 48 PMA, un seul produit d'exportation, agricole ou minier,

représente plus de 50 % du total des exportations de marchandises. Cette situation résulte de la grande difficulté dont souffrent ces pays pour diversifier et renforcer leurs capacités productives. Cette difficulté a fait l'objet d'un échange de vues fructueux entre les experts, qui ont relevé, à la lumière de leur expérience nationale, les handicaps géographiques dont souffrent leurs économies, en particulier les pays sans littoral.

31. Les difficultés dues à la diversification économique insuffisante des PMA sont aussi largement expliquées par la pénurie de ressources humaines qualifiées. Cette faiblesse constitue un obstacle aux progrès des pays dans le contexte de la mondialisation laquelle multiplie les nouvelles possibilités d'exportation résultant de la libéralisation du commerce international.

32. Les experts ont débattu des réponses que la communauté internationale pourrait apporter aux problèmes rencontrés par les PMA dans leurs efforts pour améliorer leurs capacités productives et accroître leur participation au commerce mondial.

c) Réduire les handicaps qui limitent les capacités d'offre des PMA

33. En premier lieu, ils ont relevé l'importance des mesures visant à réduire les handicaps économiques dont souffrent les économies les moins avancées, handicaps qui expliquent les nombreux coûts de transaction (retards dans le dédouanement, l'entreposage, le transport multimodal, corruption aux frontières, harcèlements policiers, etc.) et sont des freins à la compétitivité, à la diversification et à l'amélioration des capacités productives. L'importance du développement des infrastructures physiques a été soulignée par plusieurs experts, et certains ont vanté les mérites du commerce électronique comme moyen de réduire les coûts de transaction liés à l'insuffisance des informations. Par exemple, l'utilisation des techniques modernes de l'information peut permettre à de petits producteurs ou exportateurs potentiels de faire connaître leurs produits au-delà de leurs frontières à un coût très faible. Les experts ont reconnu le bien-fondé d'une dissémination des moyens offerts par le programme des pôles de commerce de la CNUCED, dont l'intérêt leur est apparu particulièrement grand pour les pays souffrant de handicaps géographiques aigus, tels que les PMA sans littoral ou insulaires.

d) Améliorer la spécialisation économique des PMA

34. Un deuxième domaine d'action important dans le contexte de la Conférence est celui de l'amélioration de la spécialisation sectorielle des pays, notamment par la mise en œuvre de politiques commerciales et de politiques d'investissement favorables et de politiques sectorielles appropriées. Afin de réduire leur dépendance structurelle qui les fragilise dans le contexte de la mondialisation, les PMA ont le plus grand intérêt à rechercher de nouvelles spécialisations économiques, sur la base d'avantages comparatifs, soit connus depuis longtemps, soit apparus plus récemment à la lumière des évolutions de la demande internationale. L'importance des secteurs de services internationaux pour les PMA comme pour les autres pays en développement a été reconnue par les experts, qui ont notamment relevé le potentiel de nombreux PMA dans le domaine du tourisme, du transport international, des industries culturelles et des services financiers. Cependant, plusieurs participants ont évoqué les limites du développement des services quand l'élément importations des secteurs de services est particulièrement important. Dans le domaine des secteurs de marchandises, les mérites de différentes filières sectorielles permettant une diversification durable ont été soulignés, en particulier les filières des fruits et légumes et celles des petites industries répondant à une demande régionale, encouragée par les

progrès de l'intégration régionale. Plusieurs experts ont déploré les difficultés que rencontrent souvent les PMA, à l'échelle intrarégionale, pour atteindre une complémentarité suffisante entre leurs produits et ceux de leurs voisins, trop de pays africains ayant tendance à produire les mêmes marchandises.

e) Accroître les possibilités d'accès aux marchés

35. Relevant l'importance des questions d'accès aux marchés et des problèmes liés aux barrières tarifaires et non tarifaires auxquelles les PMA continuent à faire face, les experts ont jugé très souhaitable que la perspective d'un "éventuel" libre accès des produits d'exportation des PMA aux marchés des pays développés et des pays à revenus intermédiaires, qui avait été évoquée dans la Déclaration de Bangkok, trouve une conclusion heureuse lors de la Conférence de Bruxelles. Les difficultés rencontrées par les PMA pour participer pleinement aux négociations et aux décisions influençant le système commercial multilatéral ont été soulignées. Les experts ont jugé indispensable une mobilisation des organisations internationales compétentes, en particulier de la CNUCED, pour renforcer la capacité des PMA à participer aux avancées du cadre commercial multilatéral. Cela concerne non seulement le soutien aux PMA qui sont membres de l'Organisation mondiale du commerce, mais aussi l'appui technique aux PMA qui cherchent à accéder à cette organisation.

36. L'importance de l'intégration commerciale régionale en tant que facteur pouvant faciliter le développement par le commerce a été rappelée, en dépit du constat de complémentarité insuffisante entre les produits. Le débat s'est élargi à l'important sujet de l'évolution de la politique commerciale de l'Union européenne à l'égard des pays ACP, qui intéresse tous les PMA du continent africain. Les experts ont évoqué la perspective d'une approche nouvelle de la coopération euro-africaine, avec des zones sous-régionales de libre-échange appelées, après une période de transition, à engager des relations de préférence réciproque avec le marché unique européen.

f) Autres aspects relatifs à la vulnérabilité économique des PMA

37. Enfin, les experts ont noté l'intérêt d'une analyse des facteurs de la vulnérabilité économique de chaque PMA (un travail déjà entrepris par la CNUCED). Ils ont reconnu que la vulnérabilité économique était une situation complexe, souvent très variable d'un pays à l'autre, et accélérée par les forces de la mondialisation, notamment parce que l'évolution de la demande mondiale se traduit par une intensification de la concurrence, cette dernière s'apparentant souvent à un choc extérieur pour les PMA. Après avoir rappelé l'échec des mécanismes internationaux de stabilisation des prix des produits de base, les experts ont entendu d'importantes remarques sur l'évolution des mécanismes permettant aux pays en développement de gérer les risques liés à l'instabilité des prix internationaux des produits de base, et des efforts accomplis par la communauté internationale, y compris la Banque mondiale et la CNUCED, pour faciliter l'accès des PMA à ces mécanismes.

Gouvernance, stabilité et développement national intégré

38. En introduction aux débats sur le thème : gouvernance, stabilité et développement national intégré, un consultant a présenté une synthèse d'un document de base, qu'il a enrichi par ses

propres analyses et réflexions. Les grandes lignes de cette présentation et des débats qu'elle a suscités sont les suivantes.

39. Le document de base a replacé le thème dans son contexte historique et contemporain. Les Gouvernements africains des premières années d'indépendance sont les héritiers d'un régime colonial. Ils se sont inspirés de la pensée économique keynésienne en vogue à cette époque qui préconisait un pouvoir politique fort pour impulser le développement économique.
40. Malheureusement, l'État dirigiste a échoué dans la création d'un tissu économique viable et la gestion de la chose publique. Il y a eu un décalage entre les prétentions de l'État dirigiste et les réalités des échanges économiques avec l'extérieur. C'est ainsi que, vers la fin des années 70, sont intervenues les institutions de Bretton Woods fondées sur une idéologie néolibérale. Partout s'est posée la question de la consolidation démocratique.
41. Dans ce contexte, il s'est avéré nécessaire de repenser le rôle de l'État, en tenant compte des facteurs socioéconomiques, culturels et constitutionnels, l'important restant de renforcer la moralité et l'éthique dans les services publics. À cet effet, les mécanismes de surveillance et de contrôle, le parlement, l'institution judiciaire, une presse indépendante et plurielle, la société civile, jouent un rôle essentiel. Ils doivent fonctionner avec efficacité et sans ingérence. Si la démocratie pluraliste n'est pas une condition suffisante au développement économique, l'expérience a montré qu'elle procurait de meilleures chances que les régimes autoritaires.
42. Le consultant, en complément du document de base, a remis aux participants une note qui développe ses propres réflexions et en a fait un rapide survol. Il s'est attardé sur les éléments de définition de la bonne gouvernance, sur ses effets en termes de stabilité et de solidité des institutions, et en termes d'efficacité économique. Il a souligné les acquis et les exigences de la légitimité démocratique à laquelle les gouvernements africains sont attachés. Il a souligné le rôle stratégique de l'État, qui doit passer de celui de l'État providence d'hier à celui de l'État développeur, en encourageant la responsabilité, le mérite, l'engagement dans les services publics et l'interaction avec les opérateurs économiques.
43. Au plan international, il a attiré l'attention des participants sur l'intérêt d'une approche régionale de la bonne gouvernance qu'il convient d'approfondir et de préciser, et s'est félicité de l'abandon de l'approche punitive actuellement adoptée par la communauté internationale en faveur du partenariat et du dialogue politique.
44. Au cours des débats, les experts ont reconnu que l'État dirigiste des années 1960 avait eu le mérite de mettre en place les premiers éléments d'un tissu économique auparavant inexistant, mais dont il n'a pas su garantir ensuite une gestion saine.
45. Les délégués ont souligné les facteurs qui faussent le jeu démocratique : l'influence de l'appartenance à une tribu ou à une région, le faible niveau d'éducation, la misère, la dualité entre tradition et modernité dans de multiples domaines. Ils ont reconnu la nécessité d'une prise en compte des acquis socioculturels de la tradition africaine pour définir un modèle démocratique plus approprié et plus efficace. Sans s'écarter des normes internationales, ou les dénaturer, il est possible de prendre en compte les spécificités nationales, notamment à travers les dispositions de la Constitution.

46. Les délégués ont également reconnu la nécessité d'une transformation des mentalités par des actions de formation des citoyens en vue de leur pleine participation, non seulement au plan politique, mais aussi et surtout, au plan économique. La démocratie doit être un processus graduel irréversible, avec comme objectif constant la moralisation du système politique et de la gestion économique.

47. Certains délégués sont d'avis que, parallèlement au partenariat et au dialogue, une certaine pression de la communauté internationale demeure nécessaire. Toutefois, les principes de bonne gouvernance doivent aussi s'appliquer aux relations internationales. Or la mondialisation s'accompagne d'un vide institutionnel, dans la mesure où il n'existe pas un cadre mondial de contrôle des firmes multinationales. Il ne reste parfois que l'action des ONG transfrontalières pour rappeler des exigences d'équité et de solidarité avec les populations pauvres.

48. L'assistance s'est félicitée des évolutions favorables qui se manifestent dans un nombre croissant d'États sur le plan des progrès de la démocratie et de la participation de la société civile au processus de décision influençant le développement économique et social.

Analyse de l'offre de services sociaux dans les PMA africains et proposition de politique

49. Les débats ont porté sur le thème de l'analyse de l'offre de services sociaux dans les PMA francophones sur la base d'un document préparé par un consultant.

50. Les différentes interventions ont confirmé que l'ensemble des réflexions menées sur la problématique du développement durable était désormais centré autour de l'homme, depuis l'aggravation de la crise économique et sociale dans les années 80. Ceci a notamment été illustré par l'organisation par l'Organisation des Nations Unies du Sommet mondial sur le développement social, tenu en mars 1995 à Copenhague, où s'est dégagée une forme de contrat social de lutte contre la pauvreté dans toutes ses composantes. C'est ainsi que les propositions de choix de société formulées intègrent le concept de développement humain durable dont les priorités retenues sont le renforcement de l'intégration sociale, la poursuite de la justice sociale et de l'équité. Ces choix font que, dans des contextes socioéconomiques difficiles, les pays en développement et particulièrement les PMA doivent augmenter leur capacité d'offre de services sociaux, ce qui relève d'une gageure et nécessite un appui clair de la communauté internationale.

51. Comme le souligne le consultant dans son document, l'effort public d'offre de services sociaux a été relativement important au cours des années 90 dans les PMA africains et a atteint en moyenne 5,7 % du PIB. Cet effort public, associé aux efforts du secteur privé, ont permis d'atténuer sensiblement les coûts sociaux importants occasionnés par les programmes d'ajustement structurels auxquels ont été soumis la plupart des PMA francophones.

52. L'ensemble des intervenants ont souligné que, d'après les indicateurs de performance, les efforts d'offre de services sociaux ont varié selon les secteurs. Les faiblesses rencontrées résultent le plus souvent non seulement d'une absence de choix clairs, de lisibilité dans les budgets mais aussi du criblage des causes de la pauvreté et de l'ampleur des problèmes à résoudre. Ces intervenants ont noté que, si ces faiblesses devaient essentiellement être corrigées par les PMA eux-mêmes, le manque de clarté de la part de la communauté internationale, principale source de financement de ces efforts, notamment par le truchement de l'aide publique au développement, devait également être corrigé en optimisant l'efficacité des efforts fournis.

53. Dans le domaine de la santé, les participants ont noté qu'il restait beaucoup à faire malgré l'initiative de Bamako qui prévoit l'accès aux soins primaires pour tous, objectif difficile à atteindre car le problème de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires dans les PMA reste réel et ce sont deux facteurs préalables à la bonne santé des populations. Le problème de l'adéquation des systèmes sociaux à la réalité de chaque pays a été souligné. Une des questions soulevées a notamment été de savoir pourquoi construire des hôpitaux pour une médecine de type occidental alors que la majeure partie de la population a plutôt recours à la médecine traditionnelle. Enfin, la pandémie du sida et son impact sur les services sociaux dans les PMA francophones nécessitent qu'un effort particulier soit fait pour trouver une solution à ce problème.

54. Si tous les intervenants se sont accordés pour dire que les efforts dans le domaine de l'éducation étaient notables bien que largement inférieurs aux besoins, comme dans le domaine de la santé, malheureusement les ressources financières fournies servaient, pour une large part, à financer le fonctionnement plutôt qu'à atteindre véritablement les objectifs fixés. L'inefficacité des dépenses se conjugue à l'iniquité de la répartition, rendant difficile pour les PMA francophones une lutte efficace contre la pauvreté. Il a été souligné que ce secteur méritait une attention particulière car l'analyse des faits par rapport à d'autres régions du monde révélait que le niveau d'éducation d'une population déterminait véritablement le niveau de son développement humain.

55. Il s'est dégagé de l'ensemble des interventions que les programmes d'action qui seront élaborés dans le cadre de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA devront véritablement repenser les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté en identifiant clairement ses causes profondes afin d'y apporter les remèdes appropriés. Pour ce faire, il convenait de mettre en corrélation le développement social et les performances économiques, tout en associant l'ensemble des acteurs du développement, notamment la société civile dont les performances dans la lutte contre la pauvreté doivent être soulignées. Le rôle de la communauté internationale en termes de mobilisation des ressources dans le cadre de la solidarité internationale devra s'intensifier, car la lutte contre la pauvreté doit être appréhendée au-delà des limites nationales.

56. La réunion s'est terminée par un état des lieux sur le processus de préparation des programmes nationaux. Il résulte des informations annoncées par l'ensemble des pays concernés que le point focal, la personne-ressource et le Comité préparatoire national sont d'ores et déjà fonctionnels. Cependant certains pays font état de difficultés de démarrage pour lesquels ils demandent l'intervention du secrétariat. Il leur a été répondu qu'il faudra dans ce cas s'adresser en priorité au Coordonnateur régional désigné à cet effet, mais que les responsables géographiques au siège sont à leur disposition pour tout problème ultérieur survenant dans le processus.

57. Les experts participant à la réunion ont été unanimes pour remercier, d'une part, les autorités du Niger pour la qualité de leur accueil et de la direction des travaux, et le secrétariat de la CNUCED pour le bon encadrement des opérations, d'autre part.

Annexe I

ORDRE DU JOUR

1. Élection du bureau
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Bilan du Programme d'action pour les années 90 en faveur des PMA et une stratégie pour la nouvelle décennie
4. Le financement du développement dans les pays les moins avancés
5. Le commerce international, l'accès aux marchés et la capacité d'offre dans les PMA
6. La gouvernance, la stabilité et le développement national intégré
7. L'analyse de l'offre de services sociaux dans les PMA africains et propositions de politique
8. Adoption du rapport

Annexe II

PARTICIPATION

1. Les pays ci-après étaient représentés à la réunion :

Angola	Guinée équatoriale
Bénin	Mali
Burkina Faso	Niger
Burundi	République centrafricaine
Cap-Vert	République démocratique du Congo
Chine	Tchad
Comores	Togo
Guinée	

2. La Commission européenne et la Commission de l'UEMOA étaient représentées
3. La CEA, le PNUD, le HCR, l'UNICEF et le FNUAP étaient représentés
4. L'OMM et la FAO étaient représentées
5. Les personnes-ressources ci-après ont participé à la réunion :

M. Chako Cherif, consultant, Niger

M. A.T.D. Eklu-Natey, consultant, Togo

M. Augustin M. G. Loada, professeur agrégé de droit public et de sciences politiques, Burkina Faso

M. S. Sidibe, Ministère des finances, Niger

M. Lama Joachim, professeur, Niger

M. B. Jean Bakole, consultant international, Belgique.
